Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 2 (1910)
Heft: 4

Artikel: L'entrée dans l'Union suisse des fédérations syndicales
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382805

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

etc. Les conflits furent tranchés théoriquement par des résolutions, pour éclater ensuite sur d'autres objets. Dans les pays romands, le représentant moderne de l'ancienne anarchie, « le syndicalisme », fit son apparution en choisissant comme terrain d'action l'organisation syndicale et en aggravant encore les scissions.

Le fait que le mouvement ouvrier n'a jamais été sans conflits intérieurs doit nous persuader qu'au fond ces conflits ne peuvent pas être considérés comme des anormalités, qu'elles ne sont pas rien que des maladies d'enfance, mais des effets normaux et inévitables de circonstances très naturelles. Vouloir attribuer ces conflits simplement à quelques braillards ou chambardeurs ce serait aussi peu raisonnable que la pensée de la bourgeoisie qui attribue tout le mouvement ouvrier à quelques meneurs. C'est pour ces raisons qu'il ne suffit pas de se lamenter ou de s'indigner devant cette situation, il faut au contraire tâcher d'en découvrir les causes réelles.

Si l'on réussit à découvrir les causes des courants adverses dans le mouvement ouvrier, les luttes fratricides ne seront pas encore totalement éliminées pour cela; car leurs causes résident dans des circonstances générales indépendantes de la bonne volonté de l'individu conscient. Cependant, les dommages causés au mouvement par les luttes intérieures peuvent être fortement réduits, quand le plus grand nombre possible de camarades saura participer à la lutte en pleine connaissance de cause.

On saura comprendre et respecter l'opinion adverse d'un camarade sincère tout en la combattant sans relâche dans l'intérêt du mouvement.

Les luttes intérieures ont déjà été désignées comme crise de croissance où de développement. Par ces expressions, on a découvert une des causes générales, qui prouve que nous ne devons pas trop nous inquiéter parce que ces luttes se produisent.

Celui qui n'envisage pas le mouvement ouvrier comme une image idéale fantastique, mais qui le considère comme un mouvement pratique d'hommes ordinaires, comprendra que c'est de la croissance, de l'extension ininterrompues de ce mouvement que résultent les crises et les difficultés qui trouvent leur expression dans les conflits intérieurs.

La croissance des forces du mouvement ouvrier produit des changements dans les rapports sociaux des classes entre elles, de sorte que la classe ouvrière est continuellement placée devant des problèmes nouveaux qui demandent leur solution.

Le mouvement ouvrier englobe une partie toujours plus grande de la population ouvrière, de sorte qu'il y a continuellement une masse de recrues, sans expérience et sans connaissances qui arrivent dans l'organisation. Tous ces nouveaux venus doivent recommencer à s'orienter dans la lutte émancipatrice par la pratique, souvent par une pratique à rebours, par des erreurs et des faux pas.

Dans la masse des nouveaux adhérents les conditions de développement existantes au début du mouvement se renouvellent en quelque sorte. Cependant, ce fait ne saurait à lui seul provoquer des courants adverses dans le mouvement ouvrier, car en général les nouveaux venus se laissent guider par les camarades plus anciens, mieux expérimentés et plus instruits. En outre, la comparaison avec les conditions au début du mouvement n'est admissible que partiellement, car il n'est pas absolument nécessaire que chacun passe par les mêmes expériences et erreurs que ses précédents ont faites. Le fruit des expériences pénibles et des connaissances acquises avec tant de difficultés est mis à la disposition des nouveaux adhérents sous une forme condensée, dans les ouvrages théoriques du socialisme. Les rapports, les journaux ou autres écrits permettent aux nouveaux membres d'une organisation de profiter, en apprenant à les connaître, des expériences du passé, sans besoin de partager les risques et douleurs ou sacrifices de ceux qui ont fait les premiers ces expériences.

C'est grâce aux multiples expériences pratiques que la doctrine sur le développement de la société et de la lutte de classe, exposée déjà en 1847 dans le manifeste communiste par Marx et Engels, a trouvé sa confirmation devenant ainsi la science solidement établie des grandes masses des travailleurs organisés. C'est cette science qui donne au mouvement ouvrier moderne cette sûreté admirable dans sa marche en avant. A ce point de vue on pourrait donc s'attendre à un accord entre camarades de lutte de plus en plus parfait et à une forte diminution si non à la disparition complète, à bref délai, des divergences intérieures.

S'il n'en est pas ainsi, ce qui a été suffisamment constaté, cela tient au caractère particulier du développement du capitalisme et du mouvement ouvrier qui en est le résultat.

Comme causes immédiates des divergences de tactique nous citerons d'abord les faits et circonstances suivants: L'inégalité du développement économique dans les différentes contrées; le caractère dialectique du développement social; l'existence des classes intermédiaires à côté des capitalistes et des salariés.

(A suivre.)

L'entrée dans l'Union suisse des fédérations syndicales.

Les mécaniciens de locomotives et l'Union suisse des fédérations syndicales.

La Société suisse des mécaniciens de locomotives se trouve actuellement dans une situation qui ressemble fort à celle dans laquelle sont placées les fédérations professionnelles de l'industrie horlogère. Il s'agit premièrement de la fusion de la Société des mécaniciens

avec la Société des chauffeurs de locomotives et de l'adhésion des mécaniciens à l'Union suisse des fédérations syndicales. (Les chauffeurs en font déjà partie.) Le congrès des mécaniciens qui eut lieu le dimanche 24 avril, à Brugg, a dû trancher les deux questions. Avant de parler des décisions prises, nous reproduirons ici un article paru dans le journal *La Locomotive* dont certains passages sont de nature à intéresser surtout nos camarades horlogers:

Dans notre organisation a lieu actuellement un échange d'opinions sur l'entrée projetée de la V. S. L. F. dans l'Union suisse des fédérations syndicales. L'auteur du présent article est complètement d'accord sur cette entrée et il ne partage nullement les craintes de quelques-uns des collègues qui croient que par cette entrée notre société pourrait perdre une partie de son indépendance. Ce sont pour la plupart des collègues âgés qui ont des appréhensions. Ils ont derrière eux leurs 25 et plus d'années de service et s'accommodent aux situations nouvelles et aux idées modernes plus difficilement que les jeunes. Chaque observateur non préoccupé doit avouer que, pour la société en général aussi bien que pour chacun en particulier, la situation a, depuis un certain nombre d'années, complètement changé, qu'elle s'est complètement déplacée et qu'elle se déplacera encore davantage.

Lors de la fondation de la Société suisse des mécaniciens, l'idée fondamentale était: amélioration de l'état du mécanicien moyennant l'augmentation des traitements, la préparation d'une meilleure situation du service, d'un meilleur arrangement des signaux, etc., ainsi que la garantie des fonds pour les pensions et le secours mutuel en cas de détresse et d'accidents. Ces postulats, la V. S. L. F. a pu, en tant qu'ils la regardaient elle-même, les mener à bonne fin et pour la plus grande partie de par elle-même, et quand les comités centraux respectifs avaient jugé nécessaire de s'adresser aux autorités de l'Etat, ces dernières ont, dans la plupart des cas, accordé leurs secours les plus efficaces aux postulats du personnel. Or, il y a beaucoup de vieux collègues qui sont toujours encore d'avis que la V. S. L. F. soit toujours encore assez forte de par elle-même pour mener à bonne fin une chose qui serait profitable pour son développement et pour ses membres. Mes chers collègues, abandonnez cette idée; les événements des années qui viennent de s'écouler vous auront forcément déçus, si toutefois vous voulez vous faire donner des instructions par la réalité et que vous ne voulez pas faire comme l'autruche.

Vous avez dû faire l'expérience et vous la faites jour par jour davantage, que même le plus petit postulat, la plus petite demande n'est plus remarquée, quand même la V. S. L. F. l'appuie de toutes ses forces. Il s'ensuit donc très clairement qu'on n'attribue plus à notre société l'importance qu'on lui attribuait jadis; de même, on nous a montré clairement sur quel degré la V. S. L. F. a maintenant sa place dans les rangs. Ces événements, ce changement dans la situation, ont commencé avec le transfer des chemins de fer privés à la Confédération; leur fin n'est pas à prévoir.

Sous le régime des chemins de fer privés, chaque société, en même temps que les associations du personnel se fortifiaient, tâchait de vivre bien avec son personnel et de répondre à ses besoins (un épisode chez le N. E. exclus) et le personnel de son côté a pu se contenter, généralement parlant. A présent, c'est autrement; par le transfert, la situation tout entière entre le personnel et son patron a été changée et ce qu'on a obtenu jadis avec peu de peine et de travail, cela exige maintenant proprement une lutte. Mais pour pouvoir lutter honorablement et avec succès, un général qui voit qu'il a trop peu de troupes capables de lutter, tâche d'obtenir du secours et du soutien, et nous voilà arrivés au point où nous avons, nous aussi, le besoin d'avoir des troupes auxiliaires, si nous ne voulons pas tomber dans une existence sans importance aucune.

La question où nous avons à prendre les troupes auxiliaires, est très facile à résoudre. De la classe capitaliste, nous n'avons aucun secours à attendre; à peu d'exceptions près, des exceptions très honorables, c'est vrai, les personnes et les délibérations relatives dans les autorités suprêmes de notre pays nous ont prouvé ce que nous avons à attendre de ce côté-là, et là aussi, notre société a été rangée avec les autres là où l'on voulait l'avoir. Si nous voulons chercher du secours, il faut le chercher chez ceux-là qui ont à faire, sur leur propre corps et dans leur propre vie, les mêmes expériences comme nous autres: chez ceux que nous comprenons et qui nous comprennent, chez les ouvriers eux-mêmes, c'est là que nous obtiendrons du secours, comme nulle part ailleurs, et cela sans que nous aurons à perdre quoi que ce soit de notre indépendance comme société.

Nous sommes même forcés de nous associer aux ouvriers, d'être une partie d'un entier qui unit nos intérêts aux siens propres. Abandonnons notre orgueil de caste, soyons là où des millions de combattants sont à leurs postes, et alors nous aurons la conviction de ne pas rester seuls dans les jours du combat.

Tous nos jeunes mécaniciens sont des collègues qui ont passé par l'école syndicale; depuis qu'ils ont laissé derrière eux leur apprentissage, ils ont adhéré au mouvement syndical, l'idée d'appartenir à la classe des ouvriers a passé à ceux tous en chair et en sang. Ils se trouvent dans le mouvement syndical avec le courage et la confiance au succès, ils ont appris à comprendre que les succès ne sont possibles qu'en s'adonnant à l'entier, à toute la classe ouvrière.

Par quelques peureux dans notre société et par des patriotes d'argent, excités par de soi-disant patrons qui feignent leur bienveillance à la société, le conte lugubre a été répandu que c'était aux caisses du personnel des locomotives qu'en veulent les chefs des ouvriers. Ce mensonge aussi malin que stupide ca-

ractérise très bien l'état d'esprit borné et peu perspicace de ceux qui le répandent et qui ne reculent devant aucune calomnie et aucune malignité, quand il s'agit d'empêcher la réalisation des idées nouvelles et progressistes. La cotisation que la société aura à payer à la caisse de l'Union suisse des fédérations syndicales est si minime qu'il ne vaut presque pas la peine d'en parler; un risque pécuniaire est exclu; par contre, la valeur morale de l'adhésion à l'Union suisse des fédérations syndicales n'est pas une quantité négligeable, quand viendront les jours du combat.

Rappelons entre autres qu'une nouvelle loi sur les traitements est soumise aux chambres fédérales; si elle prend une bonne tournure pour le personnel et si, par hasard, on prend le referendum contre, nous sommes sûrs que l'assaut sera repoussé, si la classe ouvrière suisse se met de notre côté, c'est-à-dire si nous sommes leurs alliés; au cas contraire, si les ouvriers nous refusent leur secours, nous serons les vaincus.

Puis, il y a encore de ces orgueilleux de caste qui trouvent tout à fait terrible de se placer comme mécaniciens sur le même degré social avec les ouvriers; ils disent qu'on ne pouvait pas avoir affaire à Pierre et à Paul, qu'on devait cela à sa profession. Une bêtise, cette imagination! Tout travail honnête, soit la main-d'œuvre, soit le travail de l'esprit, est à respecter dans l'homme qui le fait, qu'il soit manœuvre, commis ou mécanicien; tous les trois sont là pour leur salaire, et chacun qui possède de l'honnêteté et du tact, sait comment il doit se comporter. Pour les tapageurs, quels qu'ils soient, le meilleur est de se tenir à distance. (A suivre.)

Congrès.

Assemblée des délégués de la Fédération suisse des ouvriers de l'industrie textile.

Cette assemblée eut lieu les 12 et 13 mars à l'hôtel «Helvétia» à Winterthour. Etaient présents: 157 délégués représentant 84 sections, tous les fonctionnaires de la fédération, le comité central, deux représentants de la Fédération allemande des ouvriers de l'industrie textile et un représentant de l'Union ouvrière; le deuxième jour parut aussi le secrétaire de l'Union suisse des fédérations syndicales. Le congrès fut présidé par le camarade conseiller national Eugster, président central de la fédération.

Après les cordiales paroles de bienvenue des camarades Eugster, Pechota et Hübsch (Berlin), la discussion fut ouverte sur le *compte rendu annuel du comité central* que chaque assistant reçut imprimé et qui figurait comme premier objet à l'ordre du jour.

Nous apprenons par ce rapport très détaillé que les personnes chargées par la fédération du travail de propagande ont réussi à fonder en 13 localités de nouvelles sections. Malgré tout, le nombre total des membres de ce syndicat, très sensible pour les effets de la crise économique et industrielle, a diminué d'environ 110 sociétaires, c'est-à-dire de 7323 au 31 décembre 1908 à 7214 au 31 décembre 1909. De cet effectif 2754 sont des ouvriers à domicile et 2636 des femmes. Par contre, la situation financière de la fédération s'est de beaucoup améliorée. La caisse syndicale a payé environ 8000 fr. de secours, dont 3728 fr. pour grèves. Le rapport annuel et le compte rendu financier sont acceptés sans remarque importante. Pour ce qui concerne le journal de la fédération, le vœu fut émis que, dans le cas d'échéance du contrat avec l'imprimeur actuel, l'impression en soit donnée à une imprimerie coopérative.

Les propositions des sections furent ensuite discutées. Proposition de Winterthour:

L'assemblée des délégués désigne le Vorort qui élira le comité central. Sur cette proposition les camarades Wyss, secrétaire ouvrier (Winterthour), Koch (St-Gall), Akeret et Kaufmann (Zurich), entre autres, expliquèrent leur opinion. La proposition est rejetée.

Deuxième proposition de Winterthour: L'assemblée des délégués décide que les fonctionnaires permanents de la fédération ont à prendre leur domicile dans la localité où siégera le comité central et ils ont à mettre toute leur énergie au service du syndicat. Le camarade Marti (Winterthour) motiva cette proposition. Cette question amena une longue discussion. Finalement, elle fut modifiée dans le sens suivant:

L'assemblée des délégués décide que les fonctionnaires à salaire fixe ont à mettre toute leur énergie au service de la fédération. Ils devront faire leur travail au bureau du syndicat. Un règlement particulier disposera sur cette question.

Après que le caissier central, camarade Tobler, et le président central, camarade Eugster, eurent expliqué leur attitude envers cette proposition modifiée, elle fut rejetée comme telle; par contre l'amendement concernant le travail des fonctionnaires au bureau, harmonisant avec le point de vue du comité central, fut adopté à l'unanimité.

La section Altstætten retire sa proposition concernant *la diminution du nombre des secrétaires permanents.*

La proposition de la section de Wædenswil, demandant la *création de places pour le payement des secours de voyage et augmentation du viatique de 2 à 2½ ct. par kilomètre* est rejetée, cependant le comité central reçoit la charge de s'occuper plus amplement de cette question.

Avec la proposition du comité central, demandant de déclarer obligatoire la participation à la caisse supplémentaire de secours en cas de maladie dans la première et deuxième classe, proposition qui est motivée par le camarade Senn, les vœux des sections de Pfæffikon (Groupe Wetzikon), Uzwil et Lichtensteig (section italienne) sont résolus.

Le camarade Hübsch (Berlin) recommande vivement de déclarer obligatoire l'adhésion à la caisse de secours en cas de maladie. Le syndicat ne perd pas son caractère dans la lutte de classe en perfectionnant ses institutions de secours. Les conditions de salaire des ouvriers de l'industrie textile sont à peu près les mêmes en Suisse qu'en Allemagne; nous avons fait de bonnes expériences avec l'augmentation des cotisations, le nombre des membres augmenta rapidement, alors que nous fûmes dans le cas de payer des secours plus élevés à nos sociétaires.

La propostion du comité central, déclarant obligatoire la participation à la caisse supplémentaire de secours en cas de maladie pour la première et la deuxième catégorie, avec une augmentation des cotisations de 5 ct., est alors acceptée avec une grande majorité.

Une autre proposition de la section de Lichtensteig, demandant la *réduction du terme au droit de secours de la caisse supplémentaire en cas de maladie* d'un an à six mois, est rejetée.

La proposition du comité central que, à partir du 1er juillet 1910, *les sections aient à livrer 80 % au lieu de 70 % des cotisations à la caisse centrale,* amena un vif débat, surtout quelques représentants des ouvriers à domicile se défendirent énergiquement contre cette prétention. Finalement, la proposition du comité central fut